

[REDACTED]

COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
GENERAL SECRETARIAT

[REDACTED]

PRESS RELEASE

5963/84 (Presse 60)

922nd meeting of the Council

- Foreign Affairs -

Brussels, 27 March 1984

President: Mr Claude CHEYSSON

Minister for External Relations
of the French Republic

The Governments of the Member States and the Commission of the European Communities were represented as follows:

Belgium:

Mr Leo TINDEMANS Minister for External Relations

Denmark:

Mr Henning CHRISTOPHERSEN Minister for Finance
Mr Knut-Erik TYGESEN State Secretary,
Ministry of Foreign Affairs

Germany:

Mr Hans-Dietrich GENSCHER Federal Minister for Foreign Affairs
Mr Hans-Werner LAUTENSCHLAGER State Secretary,
Federal Ministry of Foreign Affairs

Greece:

Mr Theodoros PANGALOS State Secretary for EEC Affairs

France:

Mr Claude CHEYSSON Minister for External Relations
Mr Roland DUMAS Minister for European Affairs

Ireland:

Mr P. BARRY Minister for Foreign Affairs

Italy:

Mr Giulio ANDREOTTI Minister for Foreign Affairs

Luxembourg:

Ms Colette FLESCH Vice-President of the Government,
Minister for Foreign Affairs

Netherlands:

Mr H. van den BROEK
Mr W.F. van EEKELEN

Minister for Foreign Affairs
State Secretary for Foreign Affairs

United Kingdom:

Sir Geoffrey HOWE

Secretary of State for Foreign
and Commonwealth Affairs

o

o

o

Commission:

Mr Gaston THORN
Mr Etienne DAVIGNON
Mr Christopher TUGENDHAT

President
Vice-President
Vice-President

o

o

o

FOLLOW-UP TO THE EUROPEAN COUNCIL

The Council had an in-depth discussion on the action to be taken following the European Council in Brussels on 19 and 20 March with regard to the "Stuttgart package".

The basis of the Council's discussions was a set of draft conclusions of the European Council. The Council found that for most of the chapters of these conclusions, there were no more problems, subject, however, to an overall agreement.

The Council also noted that the Agricultural Council had resumed discussions on adjusting the common agricultural policy and fixing agricultural prices for the 1984/1985 marketing year, and that it was going to continue its discussions on 30 and 31 March.

Discussions then turned to the main problem outstanding, viz., budgetary imbalances. At the close of its proceedings, the Council found that there were still major differences of opinion on the problem.

It agreed to resume its discussions on the subject at its meeting in Luxembourg on 9 and 10 April.

Bruxelles, le 28 mars 1984.
Note Bio (84)132 aux Bureaux Nationaux
cc. aux membres du Groupe du Porte-Parole

CONSEIL AFFAIRES ETRANGERES DU 27 MARS

Le Conseil qui s'est tenu en super-restreinte, s'est termine vers 19h., non seulement sans avoir pu aboutir, mais sans enregistrer de progres.

Les travaux s'etaient axes sur la CORRECTION DES DESEQUILIBRES, sur la base du compromis THORN/LUBBERS (que le premier ministre britannique n'avait pas accepte au Conseil europeen, le 20 au soir) amene de la maniere suivante :

au lieu de deux annees, 84 et 85 sur base forfaitaire de 1 milliard d'ECU comme correction pour le Royaume-Uni, une seule annee 84 avec demarrage des 85 du mecanisme correcteur.

Dans sa conference de presse finale, M. Cheysson a fait observer qu'il s'agissait la d'une concession supplementaire faite par les Neuf, et notamment par la Republique federale d'Allemagne au Royaume-Uni, puisque la delegation allemande acceptait de contribuer pleinement des 85 a la correction au lieu de ne le faire qu'a compter de 86 et puisque le mecanisme entrait en application avant l'adhesion des pays candidats.

Les Dix ont ete d'accord sur cette formule sous reserve d'une clarification de la NATURE du mecanisme correcteur et de ses MODALITES de fonctionnement :

- deux delegations ont marque leur accord (avec le Royaume-Uni) pour que le systeme de corrections fasse partie integrante du texte NOUVELLES RESSOURCES PROPRES et par consequent soumis a ratification. Cela signifie que ce mecanisme aurait une valeur "Institutionnelle", au meme titre que le traite de ressources propres ou que les traites de Rome ou de Paris. Cela posait par consequent aussi le probleme de sa valeur generale, voire fondamentale.

- en ce qui concerne ses modalites de fonctionnement, il fallait trouver une combinaison acceptable par tous entre son seuil de declenchement et le taux de compensation pendant sa duree d'existence (identique a celle du traite ressources propres au cas ou il en ferait partie, d'une duree a determiner au cas ou il s'agirait d'un reglement du Conseil).

C'est sur ce point et notamment sur le MONTANT DE REFERENCE de la correction pour la premiere annee de fonctionnement envisagee, 1985, que le Conseil n'a pu trouver un accord.

Le President THORN a ete charge par la Presidence, vers 17H, de rechercher un compromis : apres interruption de la seance et contacts bilateraux notamment avec la Presidence et la delegation britannique, le President Thorn a fait part au Conseil de l'impossibilite a ses yeux, de trouver un compromis. Le President a ajoute qu'il ne souhaitait pas entrer dans le detail de propositions chiffrees concernant ce montant de reference, car il ne s'agissait pas de quelques centaines de MUCE, mais du probleme tout a fait fondamental des regles du jeu communautaires.

Le Conseil est convenu de reexaminer cette affaire comme les autres points en suspens a sa prochaine reunion du 9 avril.

Je vous rappelle que le Conseil agricole, qui a suspendu ses travaux, les reprend vendredi a 15h avec la volonte d'aboutir avant le 1er avril.

Dans sa conclusion, M. Cheysson a souligne la gravite de la situation en precisant que l'on pouvait legitiment s'attendre, sinon a un accord, au moins a des progres apres l'echec du Conseil europeen : non seulement aucun progres n'a ete enregistre, mais aux concessions supplementaires faites par les Neuf, d'une part, et aux "ouvertures" faites par certaines delegations, d'autre part, la dixieme delegation n'a jamais repondu de maniere positive. Dans ses commentaires, la delegation britannique, par contre, a fait valoir qu'elle avait fait preuve, au contraire, d'esprit de conciliation.

En reponse aux questions des journalites, M. Cheysson a indique que le probleme des 750 MUCE/83 n'avait ete ni evoque, ni regle. Enfin, M. Cheysson a dit en conclusion des questions/reponses : "La majorite des citoyens de la Communaute, des operateurs economiques, des hommes politiques et des gouvernements considerent que nous avons besoin de la Communaute; si certains n'en sont pas d'accord, il faudra voir comment continuer. D'ici la, il appartiendra a la Presidence et la Commission de faire fonctionner le Marche commun sur la base des Traites, y compris des procedures de vote majoritaire."

En ce qui concerne la cooperation politique, les Ministres des Affaires etrangeres ont adopte quatre declarations preparees lors du Conseil europeen sur les relations est/ouest, le Moyen-Orient, l'Amerique latine et Chypre qui ont ete diffusees a la presse a 20h et qui vous sont envoyees par express.

Amities,

Manuel Santarelli. Comeur 11h30////

